



## Séance ordinaire du jeudi 31 janvier 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Voirie, Espace public

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Renaud CALVAT, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK, Eric PENSO.

### Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, Joël VERA

# **Voirie, Espace public - Convention de mise à disposition de services entre la commune de Castries et Montpellier Méditerranée Métropole pour les travaux relatifs à l'entretien des espaces verts et bassins d'orage du Parc Régional d'Activité Économiques (PRAE) Via Domitia - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, et le Conseil Régional Languedoc-Roussillon, devenu Conseil Régional Occitanie, ont décidé d'unir leurs compétences et moyens en matière de développement économique et de s'associer afin de constituer un syndicat mixte dénommé « Syndicat Mixte du Parc Régional d'Activités Via Domitia », dont la création a été entérinée par arrêté préfectoral du 23 novembre 2006.

Le Syndicat Mixte du Parc Régional d'Activités Via Domitia est compétent pour mettre en œuvre et réaliser l'opération d'aménagement d'ensemble, à vocation industrielle, commerciale, tertiaire et artisanale, d'intérêt régional, dite « Via Domitia », sur les communes de Castries et de Vendargues.

La création de cette ZAC souhaite répondre à la forte demande de foncier économique de la part des entreprises locales et ainsi diversifier la base économique des zones d'activités, en concrétisant la compétitivité internationale de Montpellier Méditerranée Métropole et de la région Occitanie.

C'est dans ce contexte que la commune de Castries et Montpellier Méditerranée Métropole, compétente en matière de voirie, se sont rapprochés afin de mettre à disposition de Montpellier Méditerranée Métropole des services et des moyens généraux susceptibles d'assurer les prestations nécessaires à l'entretien des bassins d'orage, des espaces verts ainsi que le nettoyage général de cette zone.

En complément, et à titre expérimental, les parties ont décidé de procéder à l'évaluation sur l'année 2018 du dispositif relatif à la mise à disposition des services et moyens nécessaires à la réalisation des prestations citées plus haut.

Conformément à l'engagement commun de rationalisation des services et du principe de meilleure organisation, la commune de Castries et Montpellier Méditerranée Métropole conviennent de l'efficacité de ce nouveau dispositif et souhaitent en pérenniser les dispositions.

En conséquence, il est proposé de contractualiser cette mise à disposition de moyens et de services de la commune de Castries vers Montpellier Méditerranée Métropole par voie conventionnelle, conformément aux dispositions de l'article L.5111-1 du Code général des collectivités territoriales, pour la réalisation de prestations liées à l'entretien des aménagements paysagers.

L'ensemble des prestations réalisées par la commune de Castries fera l'objet d'une contrepartie financière forfaitaire, dont le coût estimé est de 24 000 € TTC par an, correspondant au coût estimé des moyens nécessaires pour accomplir l'ensemble de ces missions.

La convention est conclue pour une durée de 4 ans,

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de mise à disposition de services de la commune de Castries pour Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Gilbert PASTOR.

Fait à Montpellier, le 08/02/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 8 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190131-71433-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/02/19

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

- Convention mise à disposition de services

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.